

De l'histoire plus récente.

Un rappel historique pour les politiciens belges actuels qui, pour la très grande majorité, étaient en culottes courtes, en barboteuses, en pampers ou en devenir à l'époque des événements que je vais évoquer. L'époque où l'état belge a rendu à la population congolaise, qui les réclamait, l'administration et la gestion du Congo dont il assumait la charge depuis 52 ans.

Pour la diaspora congolaise en Belgique ou autrepars, je suis à cette époque un simple témoin de 24 ans, fraîchement diplômé ingénieur en agronomie des régions chaudes, qui constate et raconte, sans juger.

A.-B. Ergo

Après les travaux de la Table Ronde, Patrice Lumumba devient membre du Collège exécutif général et concentre sur sa personne : les affaires politiques, administratives et judiciaires ainsi que le contrôle du commissariat à la jeunesse, des instruments essentiels et indispensables pour créer un parti réellement national. Son parti, qui bénéficie de fonds considérables d'origine étrangère, ¹ aura d'ailleurs des élus dans 5 provinces sur 6 et dans les provinces où il n'est pas majoritaire, il s'alliera avec le principal parti.

En province Orientale, le MNC-Lumumba remportera pour la Chambre, 21 sièges sur les 25 disponibles ; en province de l'Équateur il en aura 2 sur 18 ; dans la province de Léopoldville il gagnera 1 siège sur les 33 à pourvoir ; au Kivu il aura 5 sièges sur 23, au Kasai 4 sièges sur 22 mais n'en obtiendra aucun dans la province du Katanga. Avec ses partenaires des différentes provinces, ² le MNC-Lumumba aura potentiellement la majorité absolue à la Chambre (74/137) et au Sénat (60/96) d'autant plus facilement que les partis d'opposition, où les fortes personnalités s'affrontent, n'arrivent pas à créer un bloc cohérent et que certains élus des provinces éloignées ne sont pas pressés de venir siéger à Léopoldville ; mais en réalité, il n'obtiendra la majorité au Parlement qu'avec une soixantaine de votes positifs.

Choisi comme formateur du gouvernement par le Ministre Ganshof, après l'échec à ce poste de Kasa Vubu, et comme premier ministre ensuite, Patrice Lumumba rassemblera un gouvernement dans lequel

les ministres non parlementaires seront au nombre de 10. Le discours qu'il prononcera, hors protocole, le 30 juin 1960, les erreurs de gestion politique qu'il accumule durant les premières semaines, ³ les sécessions du Katanga et du Kasai, d'autres sécessions annoncées et les mesures musclées de rétorsion qu'il prend contre ces provinces, les nominations de proches à des postes clés de contrôles répressifs ⁴, les⁵ émoluments accordés aux parlementaires et aux ministres, la démission de certains ministres importants ⁶ et les critiques de certains parlementaires ⁷ font que le Gouvernement Lumumba entre rapidement en perte de vitesse et dirige contre lui : la presse, les syndicats, les groupements de jeunesse des partis.

Les observateurs étrangers ne sont d'ailleurs pas dupes de cette situation. Un diplomate en poste à Léopoldville écrit : « *On peut douter que Lumumba soit encore en mesure de penser clairement ou d'user du flair politique qui est propre à son caractère* ». Au cours de la Conférence panafricaine de Léopoldville, les compagnons algériens ⁸ de Serge Michel, un proche de Lumumba, lui conseillent d'arrêter cette collaboration car, affirment-ils, Lumumba est déjà fini politiquement.

Nous sommes fin du mois d'août 1960 ; la mutinerie de la Force publique a déjà eu lieu et les Belges ont déjà quitté en masse le Congo grâce à l'intervention des troupes d'élites métropolitaines qui se préparent à quitter le territoire congolais.

Il est peut-être utile de revenir, à ce point du récit, sur la chronologie des faits qui vont marquer les trois premiers mois de l'existence de la République démocratique du Congo et provoquer la déliquescence du gouvernement Lumumba.

Les festivités de la fête de l'indépendance terminées, le 5 juillet, des éléments de la Force publique, en provenance du Maniema, se mutinent dans le Bas Congo et molestent des expatriés ⁹ ce qui provoque, à partir du 10 juillet, l'intervention des troupes métropolitaines belges, action qui semble consolider pour un certain temps la position de Patrice Lumumba.

Le 11 juillet, le gouvernement provincial katangais se déclare indépendant ; le 12 le gouvernement central de Léopoldville fait appel à l'ONU et le 13, le Conseil de Sécurité de l'ONU autorise l'envoi d'une force des Nations Unies au Congo et réclame le retrait des troupes belges.

Le 14, les relations diplomatiques sont rompues avec la Belgique et le 15, les premiers contingents militaires de l'ONU (ghanéens et tunisiens) débarquent au Congo où les troupes belges continuent à protéger le départ des expatriés. Le 17, Patrice Lumumba lance un ultimatum à l'ONU, exige le départ des troupes belges dans les 48 heures et menace de demander, après ce délai, l'intervention de l'URSS. Cette initiative est désavouée par un vote du Sénat congolais mais provoque, le 21, au moment du départ de Lumumba et d'une forte délégation congolaise à New York, une nouvelle résolution du Conseil de sécurité exigeant le retrait immédiat des troupes belges et l'intégrité territoriale du Congo.

Pendant toute cette période, Anicet Kashamura, le ministre CERE de l'information du gouvernement central fait, de radio-Léopoldville, le véhicule de nouvelles fantaisistes, fausses, déformées et néfastes qui susciteront une vive réaction de Monseigneur Malula et un débat au Sénat lesquels feront dire au

sénateur Josias Fele « *qu'aussi longtemps que Kashamura sera maintenu à la direction de la radio, le Congo sera en péril* ».

Un mois après l'indépendance, certains partis se solidarisent plus étroitement avec le gouvernement (CEREA, PSA et Balubakat) mais des oppositions structurées et effectives commencent à se manifester dans les milieux catholiques, intellectuels, chez les jeunes Abako et chez les autonomistes maluba.

Les premières semaines du mois d'août sont particulièrement actives à ce sujet. L'ONU s'engage davantage : le 4 août, M. Bunche est à Élisabethville, le 9 la présence de l'ONU au Katanga est jugée indispensable et le Conseil de Sécurité exige pour la troisième fois le retrait des troupes belges alors que Albert Kalonji proclame la création de la République minière du Kasai et que l'APIC menace de déclencher une grève générale des fonctionnaires pour protester contre les nominations partisans du gouvernement ; le 12, le secrétaire général D. Hammarskjöld se rend à Élisabethville.

À la même époque des interventions extérieures, encourageant les particularismes régionaux, se développent à Brazzaville.

Les rapports entre Lumumba et le secrétaire général de l'ONU vont être tendus et difficiles dès le départ d'autant plus que les experts des Nations Unies affirment l'impossibilité de mettre en œuvre un programme d'assistance technique, financière et économique au Congo tant que les mécanismes de gestion de l'État et de maintien de l'ordre sont insuffisants pour permettre aux gouvernements provinciaux d'assurer un minimum de leurs tâches. C'est également l'opinion des quelques universitaires congolais, chefs de cabinet du gouvernement central, moins sensibles à l'hyper politisation des membres de celui-ci qu'à l'analyse des experts de l'ONU.

La situation se dégrade dans la capitale et lorsque Lumumba, qui a été trop souvent absent du Congo les premières semaines de l'indépendance, rentre d'un périple dans les capitales africaines, il prend, dans la précipitation, toute une série de mesures impopulaires : contre la presse catholique ... au service des impérialistes ; contre les partisans de la république mukongo qui viennent de manifester contre son gouvernement...des fascistes ; contre la presse et les associations... arrestation du rédacteur en chef du *Courrier d'Afrique* et de Bolikango, etc.

Il vient de rencontrer Elengesa en provenance de Moscou avec des promesses et des propositions ; son discours change de ton et se teinte manifestement d'expressions d'extrême gauche.

Lorsque le 26 août le gouvernement Lumumba décide de mener une action militaire contre l'État minier du Kasai à Bakwanga et contre le Katanga, l'ONU qui recommande toujours et d'abord les dialogues, ne donne pas au Congo l'assistance militaire qu'il souhaite et le gouvernement central supportera seul le ressentiment et la désapprobation que provoquent cette guerre civile et les massacres essentiellement ethniques du Kasai et ceux du nord Katanga. C'est cette situation qui, d'après ses dires, incitera le Président Kasa Vubu à précipiter la rupture avec le Gouvernement et le Premier Ministre et provoquera leur révocation au début du mois de septembre.

Le 10 août et le 25 août, durant la Conférence panafricaine de Léopoldville, les jeunesses abakistes JABAKO, conduites par Y. Mabanda, organisent des distributions de tracts et de violentes manifestations anti-Lumumba. Celui-ci leur attribue une origine à Brazzaville *où ils ont été provoqués par des fascistes à l'instigation d'un réseau belge dont nous connaissons les tenants et aboutissants*.

Moins d'un mois après l'indépendance, les flonflons de la fête disparus, de nombreux Congolais anonymes apolitiques, se réveillent dans la réalité cruelle d'une situation qui ne correspond pas à leurs espérances; ils expriment leur désarroi dans le message suivant largement distribué dans la capitale.

Appel aux citoyens congolais.

Chers frères citoyens,

La situation est grave, nous avons la misère devant nos portes. Notre salut demeure dans nos efforts. Après avoir trop souffert sous le joug colonialiste, nous avons acquis notre indépendance le 30 juin dernier. Pour nous, le 30 juin devait marquer le début de notre bonheur. Aujourd'hui, nous constatons que nous sommes menacés par la mort, la famine, le chômage, la pauvreté, en bref par la misère la plus noire.

Des troubles éclatent dans tous les coins du Congo, nos braves soldats font leur possible pour défendre le pays, mais ils sont mis dans l'impasse car ils ne sont sous le commandement d'aucune personne. Le Ministre de la Défense Nationale multiplie des voyages inutiles. La carence du Gouvernement est lourde de conséquences. Le Gouvernement n'a aucun programme et tous les ministres agissent sans directives précises. Jusqu'à ce jour, les ministres n'ont pas encore commencé leur travail ; ils courent les rues et jouent tantôt au commandant des troupes, tantôt au commissaire de police. Chacun d'eux ne sait pas jusqu'où vont ses compétences.

Dans l'entre-temps, la radio nationale est transformée en instrument de propagande communiste. Une censure sévère est exercée à la radio ; tout ce qui démontre la complicité du Gouvernement est écarté par l'Honorable Ministre de l'Information.

On attise notre haine contre les Belges et on essaie de créer en nous de la sympathie pour les Russes. (Nous ne nous sommes pas libérés des chaînes de l'impérialisme occidental pour entrer dans la dictature russe).

On crée l'anarchie en désorganisant l'armée et l'administration pour pouvoir bien instaurer la dictature. Malgré que les forces de l'ONU nous défendent bien (là où elles se trouvent, la sécurité est assurée), nous apprenons en dernière minute que M. Lumumba a réquisitionné les troupes russes.

Mes chers frères concitoyens, ne voyez-vous pas que notre gouvernement risque de provoquer la 3^{ème} guerre mondiale en soulevant l'Est contre l'Ouest ?

Beaucoup d'entreprises ont fermé leurs portes et beaucoup de nos frères courent les rues sans travail. On nous a dit qu'on demandait à l'étranger des produits alimentaires pour nous ; or, ceux-ci ne sont pas distribués gratuitement, il faut les acheter. Nous n'avons pas d'argent, comment allons-nous vivre avec nos femmes et nos enfants ?

Le Gouvernement transforme l'armée en fief politique. Tous les postes-clés sont entre les mains des Batetela, soit des membres ou des sympathisants du MNC-LUMUMBA. Très fin est le Chef de notre Gouvernement, il nous cache la vérité en flattant nos bas sentiments. N'est-ce pas le Chef de notre Gouvernement qui est responsable de la mutinerie de l'Armée Nationale ? Car il s'est permis d'aller dire aux militaires (son discours fait au camp Léopold le jour de la révolte) que l'indépendance est acquise pour les civils et non pour les militaires. Après avoir ainsi dit, il fait à la radio un discours plein de mensonges, laisse la ville dans le feu et s'envole pour Élisabethville, qu'allait-il faire à É-ville ? Le Chef d'État se laisse prendre par le rusé Premier Ministre qui l'entraîne partout.

Les Bolikango, Kalonji, Nguvulu, Pinsi, Liongo, Mwamba, Adoula et consorts, ne parlent plus.

Devant une telle situation, le Parlement ne bouge pas, savez-vous pourquoi ? Tous ces parlementaires s'occupent plus de leur indemnité (500.000 frs.) que de nous. Après avoir voté leur « ubongo », le reste leur importe peu. De qui se moquent-ils exactement. Des voitures luxueuses mises à la disposition des Ministres

servant au transport de leurs « makango » à des heures indues. Finalement ce sont les contribuables dont nous sommes qui paient l'essence et la réparation.

Non, on en a assez, chers frères citoyens, comme il est dit plus haut, notre salut demeure dans nos efforts, secouons le Parlement pour qu'on nous épargne la misère. Sinon, nous allons souffrir amèrement.

Exigeons en outre ce qui suit :

1. Du travail pour tous.

2. Augmentation des salaires pour tous et diminution des impôts et taxes. Des nominations sans argent ne servent à rien.

3. Programme du Gouvernement immédiatement.

4. De l'ordre dans le Gouvernement immédiatement.

5. Nous ne sommes ni pour les impérialistes américains, ni pour les communistes russes, nous voulons rester neutres. Seules les forces de l'ONU nous sauveront.

6. La Radio doit nous informer objectivement. Mieux vaut se taire que de nous dire le mensonge ou faire la campagne des partis.

7. Pas de politique à l'armée et à l'administration, sinon il éclatera des troubles graves.

8. Africains, nous sommes hospitaliers, nous voulons vivre avec tous les hommes de bonne volonté (blancs, noirs, rouges, jaunes, etc.) en franche collaboration et en amitié. En tant que artisans de notre civilisation, les Belges de bonne volonté qui veulent contribuer au développement de notre pays, ont plus de droits de rester avec nous que les impérialistes ou les communistes.

9. Si le Gouvernement actuel se révèle incapable d'assurer notre bonheur, qu'on en forme un autre immédiatement.

Et le message est signé :

Un groupe de citoyens désintéressés et apolitiques.

Cette prise de conscience de la population, quelques semaines après l'indépendance, Paul Bolya l'attribue au caractère pris par la campagne électorale et la vie politique avant l'indépendance et aux promesses faites qui n'ont pas pu être tenues. C'est également l'analyse de Daniel Kanza qui souligne, pendant cette période, l'acharnement de l'ABAKO à exciter les esprits par des affirmations gratuites, de la désobéissance civique et des promesses irréalisables.

À la fin du mois d'août 1960, les expatriés, dans leur grande majorité, ont fui le Congo et ceux qui sont restés, de leur plein gré, sont rarement en famille. Dans une Conférence de presse tenue à Léopoldville, le président du PUNA, Jean Bolikango s'émeut de cette situation et des effets qu'elle engendre... : *nous nous plaignions à juste titre autrefois des agissements de certains Européens estimant que nous n'étions pas traités comme les autres hommes. Or voici qu'aujourd'hui nous sommes plus malheureux qu'avant et plus inquiets ; nous réclamions la liberté pour tous et ce sont aujourd'hui des Congolais qui l'étouffent, maltraitant leurs frères de race ; comment se fait-il que sous la domination des Belges nous étions moins maltraités qu'aujourd'hui ? ...comment est-il concevable que l'on mette aujourd'hui à plat l'économie du pays à tel point que ceux qui, hier, sous le régime colonialiste, étaient sûrs de leur pain, n'en sont plus assurés pour demain ?*

Nous sommes en plein désordre... Pourquoi ceux qui étaient hier, pour nous, de vrais amis, ne vivent-ils plus avec nous et sont-ils partis massivement, dans des conditions souvent regrettables, pour ne pas dire honteuses ? ...il faut dire que tout cela n'est pas à l'honneur de notre pays.

Pendant ce temps là, Patrice Lumumba ne veut pas ou ne peut pas redresser la situation, il crie au complot ...des Européens qui intriguent, ...des fascistes abakistes qui réclament, ...de Fulbert Youlou qui trahit sa parole, ...de la presse catholique qui est au service des impérialistes, ... des Belges qui espionnent depuis un réseau mis sur pied à Brazzaville, qui planifient et provoquent des incidents à Léopoldville, ...de l'ONU également qui entrave les efforts faits par les autorités.

Le rapport du Secrétaire Général de l'ONU est particulièrement sévère dans ses conclusions : *...l'argent fourni pour le financement des services élémentaires que le Gouvernement congolais a la responsabilité d'assurer à la population, est manifestement de l'argent perdu, quels que soient les besoins et quelque impérieuses que soient les raisons politiques d'y faire face, si l'on ne fait rien pour restaurer l'ordre public dans la vie de la nation, de façon que l'activité économique reprenne, que les impôts puissent être perçus, que les devises s'accumulent et que les recettes de l'État s'accroissent.*

Et mentionnant les massacres du Kasai : *Faut-il supposer que le devoir qu'a l'Organisation des Nations Unies d'observer une stricte neutralité dans les conflits intérieurs et d'aider le Gouvernement Central signifie que l'ONU ne peut agir dans de tels cas ?*

Les massacres du Kasai et la demande d'aide à l'URSS vont être le prétexte utilisé par le président Kasa Vubu pour révoquer Patrice Lumumba et certains ministres⁹ de son gouvernement deux mois après leur investiture. Celui-ci ne jouera plus de rôle politique officiel jusqu'à sa mort cinq mois plus tard dans les circonstances dramatiques et cruelles dont on connaît mieux les détails aujourd'hui. *Mais mourir pour une cause ne fait pas nécessairement que cette cause soit juste.*¹⁰

Lumumba était-il foncièrement communiste ? Je ne le crois pas.

Mais je suis beaucoup moins affirmatif quant à son entourage immédiat, ses conseillers et ceux qui se prévalent de son amitié.

On ne peut pas comprendre la succession des erreurs politiques graves de Lumumba si on ne se penche pas sur la personnalité de ceux qui le guident et qui le conseillent et qui n'ont, il faut en convenir, aucune compétence dans la gestion d'un état :

Jean Van Lierde un activiste belge ;

Julien Douchet alias Serge Michel, un libertaire français du GPRA algérien ;

Andrée Blouin marxiste, de mère centrafricaine et de père français ;

Maryse Hockers, Belge, ULB (Institut Solvay), qui lui écrit ses discours ;

Pierre Duvivier, fonctionnaire belge de la province orientale ;

Jan Grootaert, avocat de nationalité belge, anti-belge ;

Le colonel Henniquiau, Belge ;

Luis Alvares Lopes, Espagnol ;

Diallo Telli, Guinéen

Bouras Elie, communiste grec.

Le Congo est alors divisé en quatre parties; le pouvoir central avec le Président Kasa –Vubu, la République du Katanga, celle du Kasai minier et la République populaire du Congo à Stanleyville.

Le 23 novembre 1960, par 53 voix pour, 24 contre et 19 abstentions, l'ONU reconnaît le Président Kasa-Vubu comme l'unique pouvoir légal au Congo.

Patrice Lumumba qui vit en résidence protégée par l'ONU s'affranchit de cette protection et essaie de rejoindre la République populaire du Congo. Il sera repris, en route, par les autorités légales.

Au terme des huit premiers mois d'indépendance, 24 hommes politiques congolais auront perdu la vie, certains dissidents du MNC dans le sinistre camp de tortures de Ketele mis en place par la République populaire du Congo près de Stanleyville, où sévit B. Salamu.

J'arriverai au Congo, deux ans plus tard, dans la province de l'Equateur, pour y pratiquer tout simplement mon métier d'ingénieur, en zone rurale.

Elikia M'Bokolo, qui s'est déjà sauvé de Léopoldville, poursuit ses études en France où il se rapproche des milieux estudiantins maoïstes.

¹ Près de 140 millions de francs belges de l'époque en provenance d'un groupe financier de Bruxelles, de Conakry, du Caire, d'Accra, qui étaient peut-être les relais de Prague et de Moscou.

² Essentiellement le PSA (Parti de la Solidarité Africaine), le CERECA (Centre du Regroupement Africain) et la Balubakat (Association des Baluba du Katanga).

³ La plupart des votes du parlement sont d'une légalité douteuse : les ministres non parlementaires prennent part aux votes, les convocations sont irrégulières, certains quorums sont douteux, les deux Chambres siègent et votent en commun alors qu'elles ne sont pas en Constituante, etc.

⁴ Fataki, un de ses parents, commandant de la prévôté ; Victor Lundula, son oncle, commandant en chef de l'armée nationale congolaise ; Jacques Onomombe, administrateur adjoint de la sûreté.

⁵ Joseph Yav, ministre des Affaires Économiques dans le premier Gouvernement constate l'impossibilité de travailler utilement et démissionne. Dans sa lettre de démission, il écrit : *" Je ne puis accepter de partager les responsabilités de la désorganisation politique, administrative, sociale et économique qui prend actuellement des proportions effrayantes et qui ne pourra être réparée qu'au prix d'efforts surhumains dont le travail et les privations de la masse devront, hélas, fournir la plus grande part "*.

⁶ Victor Promontario, docteur en droit, premier diplômé universitaire congolais (Louvain 1935, je souligne), curieusement ignoré des historiens et qui deviendra plus tard bâtonnier au barreau de Léopoldville, s'écrie, au Sénat où il siège : *"C'est un crime de discuter de bêtises quand la famine guète le peuple congolais"*

⁷ Omar Oussedik, M'hamed Yazid et Frantz Fanon.

⁸ Certains politiciens auront le courage de défendre et de protéger les expatriés maltraités. Les plus actifs seront Boboso Louis, Bomboko Justin, Delvaux Albert, Diomi Gaston, Kanza Thomas et dans une moindre mesure, Finant Jean-Pierre qui ne cache cependant pas son sentiment anti-belge.

⁹ L. Lumumba (MNC), A. Gisenga (PSA), R. Mwamba (Balubakat), C. Gbenye (MNC), J. Massena (PSA), P. Mulule (PSA) et A. Kashamura (Céréas).

¹⁰ H. de Monterland, *Les Lépreuses*